

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

4.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(L.R.Q., c. D-9.2, a. 278; 2006, c. 50)

Règlement modifiant le *Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles*

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie aujourd'hui le projet de règlement suivant :

- le projet de Règlement modifiant le *Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles*

Objet du projet de règlement

Pris en vertu de l'article 278 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2, ce projet de règlement a pour but de modifier la cotisation exigible par le Fonds d'indemnisation des services financiers (le « Fonds ») institué en vertu de cette loi.

L'Autorité dédommage, à même le Fonds, les victimes de fraudes, de manœuvres dolosives ou de détournements de fonds survenus dans le cadre de la distribution de produits et services financiers. Ce programme d'indemnisation contribue à préserver la confiance des consommateurs dans le secteur financier.

À la suite des récents scandales financiers, dont le cas Norbourg, le déficit du Fonds s'est encore accru, ayant vu les indemnités à payer augmenter de façon importante. Selon la législation en vigueur, l'Autorité doit déterminer la cotisation du Fonds de manière à combler un solde déficitaire sur une période maximale de cinq ans. Pour combler cette insuffisance de l'actif, une hausse du montant de la cotisation s'avère donc nécessaire.

En plus de tenir compte des indemnités à payer, l'Autorité doit fixer la cotisation du Fonds selon le profil de risque que représente chaque discipline et tout autre critère qu'elle estime approprié. Pour ce faire, l'Autorité fonde sa proposition de modification sur les critères suivants :

- la continuité dans les montants pour éviter des hausses trop fortes;
- la simplicité des niveaux de cotisation;
- le respect de l'historique de risque de chaque discipline depuis 1999.

Modifications proposées

Compte tenu de l'historique de risque de chaque discipline, et étant donné que le cas Norbourg est relié à la discipline du courtage en épargne collective, le projet de règlement propose de faire assumer à cette discipline la quasi-totalité du coût de ce cas exceptionnel. De même, une baisse de la cotisation actuelle est proposée pour la discipline de l'expertise en règlement de sinistres. Par contre, un ajustement à la

hausse est prévu pour l'assurance de personnes qui rejoindrait ainsi celui de l'assurance de dommages puisque le niveau de risque des deux disciplines est similaire.

Le tableau suivant indique le montant de la cotisation proposée par représentant, pour chaque discipline dans laquelle il est autorisé à agir.

Années	Assurance de dommages	Assurance de personnes	Expertise en règlement de sinistres	Courtage en épargne collective	Autres disciplines
2007	128 \$	80\$	128 \$	80 \$	80 \$
2008	160 \$	160 \$	100 \$	260 \$	100 \$

De plus, l'Autorité propose de maintenir les rabais sur les cotisations à payer pour les représentants qui cumulent plus d'une discipline. Toutefois, ces rabais seraient maintenant déterminés par un montant fixe de 75\$ par discipline additionnelle plutôt que suivant un pourcentage.

L'entrée en vigueur de ce règlement est prévue pour le 1^{er} janvier 2008.

Consultation

Avis est donné par l'Autorité que le projet de Règlement modifiant le *Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles* dont le texte est publié en annexe, ne pourra être pris par l'Autorité et soumis au gouvernement pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication.

Commentaires

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant **le 30 juillet 2007**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Directrice du secrétariat
 Autorité des marchés financiers
 Tour de la Bourse
 800, square Victoria
 C.P. 246, 22^e étage
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Télécopieur : 514-864-6381
 Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Normand Côté
 Directeur de l'indemnisation
 Téléphone: 418-525-0558, poste 4151
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337
 Courriel : normand.cote@lautorite.qc.ca

Le texte du projet de règlement est publié en annexe.

Le 29 juin 2007

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES DROITS, LES COTISATIONS ET LES FRAIS EXIGIBLES¹

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(L.R.Q, c. D-9.2, a. 278; 2006, c. 50)

1. L'article 3.1 du Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles est modifié :

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, des paragraphes 1^o et 2^o par les suivants :

« 1^o de 160 \$ dans la discipline de l'assurance de dommages ou de l'assurance de personnes et de 260 \$ dans la discipline du courtage en épargne collective;

2^o de 100 \$ dans les autres disciplines. »;

2^o par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Lorsqu'un représentant cumule plus d'une discipline, cette cotisation est réduite de 75 \$ pour chaque discipline additionnelle. »;

3^o par la suppression du dernier alinéa.

2. Les articles 24 et 25 de ce règlement sont abrogés.

3. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

¹ Les dernières modifications au Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles, approuvé par le décret n^o 836-99 du 7 juillet 1999 (1999 G.O. 2, 3082) ont été apportées par le règlement approuvé par le décret n^o 1185-2005 du 7 décembre 2005 (2005 G.O. 2, 6941). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2007, à jour au 1^{er} mars 2007.

Draft Regulation

Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q, c. D-9.2, s. 278; 2006 c. 50)

Regulation to amend the *Regulation respecting the dues, contributions and fees payable*

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing today the following draft Regulation:

- Draft Regulation to amend the Regulation respecting the dues, contributions and fees payable

Purpose of draft Regulation

This draft Regulation is made pursuant to section 278 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*, R.S.Q. c. D-9.2, and is intended to make changes to contributions payable to the *Fonds d'indemnisation des services financiers* (the "fund") established under the Act.

The Authority draws on the fund to pay indemnities to victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement carried out in connection with the distribution of financial products and services. This compensation program helps maintain the confidence of consumers in the financial sector.

Further to recent financial scandals, including the Norbourg matter, the fund's deficit has widened as a result of the substantial increase in indemnities. Under current legislation, the Authority is required to determine the contributions paid to the fund so as to make up any deficit over a maximum period of five years. To offset insufficient assets, an increase in contributions is therefore needed.

In addition to taking into account the indemnities payable, the Authority is required to determine contributions to the fund based on the risk profile of each sector and any other criteria it deems appropriate. To do so, it is proposing changes on the basis of the following criteria:

- continuity in contribution amounts so as to avoid sharp increases;
- simplicity with respect to contribution levels;
- consideration of historical risk presented by each sector since 1999.

Proposed changes

In light of the historical risk of each sector and given that the Norbourg matter is related to the group savings plan brokerage sector, the sector is being asked, under the draft Regulation, to assume almost all costs arising from this exceptional case. As well, a reduction in the current contribution for the claims adjustment sector is being proposed. As for insurance of persons, the draft Regulation is proposing a higher contribution, thereby placing it in line with the contribution for damage insurance, since both sectors share a similar risk level.

The following table indicates the amount of the proposed contribution per representative for each sector for which the representative is authorized to practice.

Years	Damage insurance	Insurance of persons	Claims adjustment	Group savings plan brokerage	Other sectors
2007	\$128	\$80	\$128	\$80	\$80
2008	\$160	\$160	\$100	\$260	\$100

Moreover, the Authority proposes to maintain discounts in respect of contributions for representatives who operate in more than one sector. However, rather than being tied to a percentage, these discounts will now be based on a fixed amount of \$75 for each additional sector.

The Regulation is expected to come into force on January 1, 2008.

Request for comment

Notice is hereby given by the Authority that the draft Regulation to amend the *Regulation respecting the dues, contributions and fees payable*, the text of which is published as an appendix hereto, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval after 30 days have elapsed since this publication.

Comments

Comments regarding the above may be made in writing before **July 30, 2007**, to the following person:

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Director, Secretariat
 Autorité des marchés financiers
 Tour de la Bourse
 800, square Victoria
 C.P. 246, 22^e étage
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Fax: 514-864-6381
 E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Additional information

Additional information is available from:

Normand Côté
 Director, Compensation
 Autorité des marchés financiers
 Telephone: 418-525-0558, ext. 4151
 Toll-free: 1 877 525-0337
 E-mail: normand.cote@lautorite.qc.ca

The draft Regulation is appended.

June 29, 2007

REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING THE DUES, CONTRIBUTIONS AND FEES PAYABLE¹

Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q, c. D-9.2, s. 278; 2006 c. 50)

1. Section 3.1 of the Regulation respecting the dues, contributions and fees payable is amended:

(1) by replacing subparagraphs (1) and (2) in the first paragraph with the following:

“(1) \$160 for the damage insurance or insurance of persons sectors and \$260 for the group savings plan brokerage sector;

(2) \$100 for the other sectors.”;

(2) by replacing the second paragraph with the following:

“If a representative operates in more than one sector, the contribution is discounted by \$75 for each additional sector.”;

(3) by deleting the final paragraph.

2. Sections 24 and 25 of the Regulation are repealed.

3. This Regulation comes into force on January 1, 2008.

¹ The Regulation respecting the dues, contributions and fees payable, approved by Order in Council 836-99 dated 7 July 1999 (1999, G.O. 2, 3082), was last amended by the regulation approved by Order in Council 1185-2005 dated 7 December 2005 (2005, G.O. 6941). For previous amendments, refer to the “Tableau des modifications et Index sommaire,” Éditeur officiel du Québec, 2007, updated to 1 March 2007.

4.2.2 Publication

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.